



**HAL**  
open science

## Les communistes et Jules Moch, représentations et pratiques en temps de Guerre froide

Gilles Morin

► **To cite this version:**

Gilles Morin. Les communistes et Jules Moch, représentations et pratiques en temps de Guerre froide. Sous la direction de Philippe Buton, Olivier Büttner, Michel Hastings. La Guerre froide vue d'en bas, CNRS Editions, pp.247-271, 2014, 9782271078230. halshs-01262871

**HAL Id: halshs-01262871**

**<https://shs.hal.science/halshs-01262871>**

Submitted on 27 Jan 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les communistes et Jules Moch, représentations et pratiques en temps de Guerre froide

Gilles Morin

À l'acmé de la Guerre froide, de 1947 à 1951, dans une période de fortes tensions sociales, le socialiste Jules Moch, ministre de l'Intérieur français joue un rôle majeur dans la lutte contre le PCF. Pour les communistes, il incarne la « trahison socialiste », et fait l'objet d'une campagne de haine exceptionnelle, tant au plan national que local. Celle-ci prend des formes qui visent, par delà un symbole, un homme spécifique, avec probablement l'objectif de l'éliminer politiquement. Dans le cadre d'une problématique sur la Guerre froide « vue du bas », les relations entre les représentants du communisme en France et le premier responsable de l'ordre d'un pays engagé dans l'autre camp nous intéressent à plusieurs titres.

Tout d'abord, et c'est l'objet de la première partie, les rapports de Jules Moch avec les communistes s'inscrivent dans une périodisation qui doit l'essentiel à la Guerre froide et peu à la vie politique française. Ils illustrent ainsi la complexité de la période, où, contrairement à nombre d'idées reçues, les représentations et relations peuvent passer du manichéisme total au compromis politique. Ensuite, faute de guerre ouverte, les communistes ont mis en place ou réactivé des pratiques de diabolisation, de destruction symbolique de l'adversaire fondées sur les attaques *ad hominem* et les amalgames, couramment employés. Elles ont été, pour Jules Moch, poussées à leur paroxysme en faisant, pensons-nous, de celui-ci non pas seulement un ennemi politique, mais un bouc émissaire idéal, une « tête de Turc ». Nous montrerons, ensuite, qu'il a été victime, à des degrés divers, d'une véritable « caricaturquisation », pour reprendre une expression de Christian Moncelet<sup>1</sup>, qui n'a pas été faite pour lui. Il se trouve chargé de tous les péchés et de toutes les fautes de ses camarades de parti, comme des gouvernements auxquels il appartient. Par sa médiation, les

---

1. Chauveau Frédéric, Gardes Jean-Claude, Moncelet Christian, *Boucs émissaires, têtes de Turcs et souffre-douleur*, Rennes, PUR, 2002, p. 11.

communistes peuvent démontrer aux masses qui seraient tentées de croire que les socialistes sont avec eux, qu'ils les trahissent. Ils proposent au peuple de gauche de rejeter le « social-traître » car, lui éliminé, leur oppression en sera diminuée. D'une certaine façon, en l'attaquant ainsi, ils le désignent comme l'anti-France sur lequel détourner la colère si ce n'est des Dieux, du moins du peuple. Ce passage du particulier au général ou, si l'on préfère, ce choix de désigner Moch comme l'incarnation de l'adversaire socialiste n'est, selon nous, qu'une illustration de pratiques plus générales<sup>2</sup>. Enfin, cette figure répulsive de Jules Moch, largement utilisée au plan national, a connu des déclinaisons au plan local auxquels nous allons nous intéresser dans la troisième partie.

### JULES MOCH ET LES COMMUNISTES, DU « NÉOFASCISTE » AU « CAMARADE »

Pour les communistes du début de la Guerre froide, Jules Moch est une figure connue de longue date, associée depuis les années vingt à celle de Léon Blum. On sait combien les relations du président du Conseil du Front populaire avec les communistes ont été conflictuelles, sans oublier de violentes campagnes le visant, culminant dans la Drôle de guerre puis au début de l'Occupation<sup>3</sup>. Rappelons brièvement le parcours de Jules Moch qui avait tout pour personnaliser l'antithèse du communisme.

Né à Paris en 1893, Jules Moch est issu d'une famille de la bourgeoisie juive. Fils d'un polytechnicien dreyfusard et polytechnicien, il incarne parfaitement ces « Fous de la République », décrits par Pierre Birnbaum<sup>4</sup>.

---

2. Cette conviction se fonde sur un travail de rédaction de centaines de notices biographiques pour le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social (Maitron)* et pour le *Dictionnaire des parlementaires français de la IV<sup>e</sup> République* qui a supposé le dépouillement d'une masse de dossiers des Renseignements généraux et de nombreux fonds d'archives où les attaques communistes contre leurs adversaires apparaissent pratiquement la règle. Il serait difficile de faire un palmarès des hommes les plus attaqués ou calomniés ainsi. Pour s'en tenir aux ministres de la période, citons néanmoins parmi les plus visés Léon Blum, André Marie, René Mayer, François Tanguy Prigent.

3. Outre les biographies de Léon Blum, voir notamment la brochure, Maurice Thorez, « Renégats et politique d'Union sacrée, Léon Blum tel qu'il est », *l'Internationale communiste*, n° 2, 1940 et André Marty, « Lettre à Léon Blum », *Monde*, Bruxelles, octobre 1939.

4. Birnbaum Pierre, *Les Fous de la République. Histoire politique des Juifs d'État, de Gambetta à Vichy*, Paris, Fayard, 1992, rééd. Le Seuil, 1994.

Combattant de la Grande Guerre, profondément patriote, ingénieur dans une société d'équipement ferroviaire, il adhère au Parti socialiste SFIO en 1924, au lendemain d'un séjour de deux ans dans les États baltes et d'un voyage en URSS. Devenu l'un des animateurs des organismes d'études économiques et financières du parti, il fréquente les cercles des « technocrates » et surtout anime le Centre polytechnicien d'études collectivistes, sorti en 1931 du groupe « X-Crise ». Idéologiquement, il conteste le bien-fondé de certaines analyses marxistes, notamment celles sur la paupérisation des masses, et partage certaines idées des « planistes ». Léon Blum le remarque et le pousse dans l'arène électorale pour les élections législatives de 1928, où il est élu dans la Drôme. Réélu en 1932, il prend part aux combats antifascistes, mais est battu aux élections de 1936 par un radical hostile au Front populaire. Secrétaire général du gouvernement Blum en 1936, il est réélu député, en mai 1937, dans le département de l'Hérault, à Montpellier, en profitant d'un désistement communiste. Jusqu'en 1934, ces derniers n'ont pas ménagé ce fidèle de Blum, inventant, semble-t-il, à cette occasion le surnom de « cousin Jules » (un faux cousin de Léon Blum), non sans quelques relents antisémites déjà. Nommé sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil dans le dernier mois du gouvernement Blum, il entre dans le second cabinet Blum comme ministre des Travaux publics. Il appartient de façon continue à la commission administrative permanente de la SFIO dans les années trente.

Partisan de la résistance aux agressions nazies, Jules Moch dénonce le pacte germano-soviétique en 1939 et s'engage dans la Marine, combattant comme capitaine de vaisseau dans la campagne de Norvège. L'un des quatre-vingts parlementaires qui refusent les pleins pouvoirs constituants au maréchal Pétain le 10 juillet 1940, il est emprisonné par Vichy durant plusieurs mois puis, libéré, contribue à la création de réseaux de Résistance, enfin il rejoint la France Libre à Londres en 1943 en traversant l'Espagne. Il participe aux combats en Méditerranée, aux débarquements en Italie et en Provence en 1944, tout en siégeant à l'Assemblée consultative d'Alger. Réélu député de l'Hérault, Jules Moch assume à la Libération à la fois une place majeure dans la direction de la SFIO, tout en exerçant la fonction de ministre des Travaux publics et des Transports dans les gouvernements tripartites du 21 novembre 1945 au 24 novembre 1947. Il siège aussi au comité d'entente socialiste-communiste, mais au titre des socialistes les plus hostiles à toute idée de fusion. C'est donc l'un des rares socialistes à avoir visité l'URSS et l'un des plus au fait des tournants communistes depuis les années vingt. Il prend le portefeuille de l'Intérieur dans le cabinet Schuman investi le 22 novembre 1947, en pleine crise sociale après une tentative malheureuse d'investiture de Léon Blum, lors des grèves de novembre-décembre 1947.

Jules Moch, ministre de l'Intérieur du gouvernement de la « Troisième force », estime que l'objectif du Parti communiste est la prise du pouvoir par la force<sup>5</sup>. Chargé de maintenir l'ordre, il combat successivement avec pugnacité les grèves et la tentative de grève générale de la fin 1947, des mouvements localisés comme les incidents de Clermont-Ferrand en juin 1948, suivis en octobre par une grève des houillères et par diverses vagues d'agitation dans les années suivantes. Épurant et professionnalisant encore plus les CRS créées par son prédécesseur Adrien Tixier, il utilise l'armée qui intervient sans ménagement pour dégager les puits de mines où la sécurité n'était plus assurée lors de la grève des mineurs. Il y a des morts ou des victimes à Valence (4 décembre 1947) et à Alès (26 octobre 1948) et dans diverses autres villes (Firminy notamment), sans oublier des sabotages et des déraillements de trains, celui de Paris-Tourcoing faisant 16 morts fin 1947. Il demeure ministre de l'Intérieur dans les cinq ministères, jusqu'en octobre 1949, puis président du Conseil. Investi à une seule voix de majorité, il renonce à former le gouvernement. Après un bref retour à l'Intérieur, il est nommé ministre de la Défense nationale de juillet 1950 à juillet 1951, au moment de la guerre de Corée et de la mise en œuvre du Pacte atlantique dont il était partisan.

Républicain autant que socialiste, anticommuniste, homme d'ordre qui paie largement de sa personne en affrontant les députés du PCF à l'Assemblée comme en allant sur le terrain, Jules Moch choisit néanmoins de s'opposer à tous ceux qui veulent une répression plus sévère ou souhaitent l'interdiction du Parti communiste<sup>6</sup>, estimant que cela serait le plus grand service à lui rendre. Adoptant totalement la logique de la Troisième force, il refuse les solutions gaullistes et de la droite extrême qui font pression sur les gouvernements successifs. Même s'il cosigne plusieurs lois modérément répressives, fin 1947 notamment, il se montre réticent envers tout ce qui pourrait apparaître comme de nouvelles « lois scélérates ». Les communistes vont pourtant en faire dans cette période l'incarnation du pire adversaire de la classe ouvrière possible. Plusieurs moments marquants peuvent être dégagés dans cette période, même si les attaques ne cessent jamais entre fin 1947 et 1953 : les grèves de l'automne 1947 et la grève des mineurs de 1948 bien sûr, puis la tentative de formation d'un gouvernement Moch en octobre 1949, les diverses élections de la période et enfin la tentative de le faire comparaître devant la Haute Cour de Justice en 1950 dans l'affaire dite des généraux.

---

5. Thèse qu'il maintient, trente ans après ces événements, dans ses Mémoires : Moch Jules, *Une si longue vie*, Paris, Robert Laffont, 1976.

6. Il le redira encore aux États-Unis au moment de l'affaire des pigeons, *New-York Herald*, 30 mai 1952.

Dans les années suivantes, se produit un retournement spectaculaire : Jules Moch redevient le « camarade Moch ». Tout d'abord, son retrait de la scène nationale du fait de ses fonctions à l'ONU réduit le nombre d'articles et d'attaques le concernant. Ensuite, ses positions internationales conduisent au contraire à le valoriser. Ses réserves sur l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Allemagne en 1949 avaient été soigneusement ignorées par les communistes, mais son opposition au réarmement de l'Allemagne au début des années cinquante conduit à ce retournement. À partir de 1952, le ton de la presse communiste change progressivement envers un Jules Moch hostile à la CED. Si la presse spécifique du parti n'a pas encore évolué à cette étape, le compagnon de route *Libération* cite ainsi sans commentaire, mais visiblement en le considérant comme positif, son discours au Panthéon pour le 39<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Jean Jaurès en 1952<sup>7</sup>. Son action au ministère de l'Intérieur n'est certainement pas oubliée de ses adversaires communistes qui y reviennent parfois – *France Nouvelle* du 27 juin 1953 consacre une double page à sa chronologie – mais il redevient fréquentable. La première action positive qui lui est attribuée par un journal communiste nous semble être sa protestation contre l'exclusion des communistes du concours de l'ENA à l'automne 1953<sup>8</sup>, lorsqu'il invite Laniel à ne pas engager la France « dans la voie où le sénateur Mac Carthy s'efforce d'entraîner l'Amérique pour son dommage ». Après la mort de Staline, alors que se dessine une « détente », ses positions favorables au désarmement à l'ONU où il représente la France, sont valorisées par la presse communiste. Il en est de même pour son rôle actif dans l'opposition à la CED, puis dans son rejet en août 1954. Et, de 1954 à 1967, Jules Moch redevient, au dire des communistes, un « camarade », donné même parfois en exemple. Il serait trop long ici de faire l'historique détaillé des rapports entre les communistes et Jules Moch dans ces années, de plus ils intègrent des éléments personnels qui compliquent l'analyse. On rappellera simplement deux épisodes. En mai 1958, Jacques Duclos demande à l'ancien ministre de l'Intérieur dans les couloirs de l'Assemblée de reprendre son poste pour s'opposer aux menaces conjointes des ultras, de l'armée et des gaullistes. Ce qui est fait, avec le peu de succès que l'on sait. Le ralliement le mois suivant de Jules Moch au général de Gaulle amène à reprendre des critiques contre lui, mais sans rapport avec l'intensité atteinte dans les années 1947-1952. Puis, en novembre 1962, il fait partie des socialistes qui doivent leur réélection à l'Assemblée nationale au retrait d'un communiste, en l'occurrence celui de Raoul Calas, son vieil adversaire local arrivé en tête au premier tour. Considérations politiques nationales et nouveaux en-

---

7. *Libération*, 28 juin 1952.

8. *L'Humanité*, 21 septembre 1953.

jeux de la Guerre froide se sont conjugués pour l'emporter sur les rapports de force locaux. Ces faits constituent autant de démonstrations flagrantes qu'il ne représente plus le mal absolu pour le PCF.

Les relations des communistes avec Jules Moch, on le voit, épousent une chronologie essentiellement liée à la Guerre froide de 1947 à 1967, plus que la chronologie spécifiquement hexagonale. Nous allons voir comment s'est exprimée la haine communiste envers Jules Moch dans la période d'apogée de la Guerre froide, de 1947 à 1953, en débutant par les débats parlementaires de la fin 1947, où se forge l'essentiel de la thématique.

### UNE MATRICE, LES DÉBATS PARLEMENTAIRES DE L'HIVER 1947

Le bras de fer parlementaire de l'hiver 1947 s'étire sur plus de deux semaines, tant à l'Assemblée, qu'au Conseil de la République. Ces débats sont exceptionnels dans l'histoire parlementaire française. Tout d'abord, ils sont marqués par des séances interminables, émaillées de multiples incidents : ainsi la séance du 29 novembre dure 4 jours et 5 nuits ; son compte rendu occupe 204 pages du *Journal officiel*. Ensuite, les violences verbales sont sans précédent selon Thomas Bouchet, spécialiste de l'insulte en politique<sup>9</sup>. Le rédacteur de *L'Année politique* décrit pour sa part ainsi l'attitude des communistes : « Prenant à partie le président du Conseil, les ministres, M. Herriot, les députés, avec une violence inouïe, les couvrant d'injures, ils se surpassent et réussissent à effacer le souvenir des débats antérieurs [...] Mais, c'est sans doute à M. Jules Moch qu'il appartient de déchaîner le plus beau tumulte : il doit subir pendant trois quarts d'heure un débordement d'injures, un assaut d'une violence inouïe »<sup>10</sup>. En fait, il subit une série régulière d'assauts durant ces quatre jours de débat non stop. Le samedi soir constitue un moment type dans ce registre, avec notamment : « traîtres », « lâches », « assassins », « buveurs de sang », etc.<sup>11</sup>.

La Guerre froide est omniprésente dans les débats, même si ce n'est pas à son propos que les affrontements se concentrent. Ainsi, lorsque Jules Moch détaille les sabotages, il se voit ainsi interrompre :

---

9. Bouchet Thomas, *Noms d'oiseaux : l'insulte en politique de la Restauration à nos jours*, Paris, Stock, 2010, 316 p. : « Un tel déferlement est sans doute unique dans l'histoire parlementaire ».

10. *L'Année politique 1947, revue chronologique des principaux faits politiques, économiques et sociaux de la France du 1<sup>er</sup> janvier 1947 au 31 décembre 1947*, Paris, Édition du Grand siècle, 1948, p. 225-226.

11. Une recension partielle en est faite par Bouchet T., *op. cit.*

« M. Marc Dupuy. Il vient de passer trois semaines en Amérique !

M. Raymond Guyot. Monsieur Jules Moch vous parlez comme Philippe Henriot !

M. Charles Tillon. Truman sera content de vous (applaudissements à l'extrême gauche). »

Puis fuse un fameux « valet ! » lancé par Raymond Guyot. Menacé de censure par le président Herriot, le député communiste confirme l'injure, estimant que « c'est la constatation d'un fait ». Censuré effectivement alors, il rétorque, après Marc Dupuy, avoir été censuré « par le parti américain »<sup>12</sup>. La suite du discours de Guyot est truffée de références « historiques » renvoyant pêle-mêle à Henriot, à Millerand, à Badinguet, mais surtout à la Seconde Guerre mondiale. Jules Moch annonçant des arrestations dans les cas de sabotage se voit répliquer par Florimond Bonte : « Comme la Gestapo qui arrêtait les Français ». Puis, il est accusé d'avoir été en Suisse « lorsque les Boches étaient là » par René Arthaud, juste avant qu'André Marty ne le coupe ainsi : « Vous n'êtes qu'un briseur de grève, un bourreau d'ouvrier, un dictateur ». Marty est encouragé par de nombreuses voix communistes qui s'écrient face au ministre : « Heil Hitler ! »<sup>13</sup>. Quelques heures plus tard, Robert Schuman subit lui aussi une salve d'insultes comparables, qualifié par Marcel Hamon d'ancien officier allemand et de « disciple » de Pétain, lequel doit « être fier de lui ». Le député breton achève en s'en prenant de nouveau à Jules Moch. La suite des « débats » n'est pas moins ponctuée d'interruptions et d'insultes. Son discours est couvert par des vociférations : « Noske ! Zoergiebel ! », et cela jusqu'au 4 décembre où, après les affrontements meurtriers de Valence, il est constamment interrompu par le cri : « Assassin ! »<sup>14</sup>.

Les invectives les plus courantes portent non sur l'appartenance au camp américain ou sur la Guerre froide en cours, mais sur la Seconde Guerre mondiale, avec les accusations *ad nauseam* d'être ou d'avoir été un « fasciste ». Les communistes et leurs compagnons de route opposent les vrais résistants, naturellement communistes ou proches, et tous les autres, ceux qui « vont aider les factieux à étrangler la démocratie », comme l'affirme l'ancien général FTPF Malleret-Joinville<sup>15</sup>, tous assimilés aux collaborateurs. Dans cette rhétorique, les adversaires sont à la fois des

12. *JO débats*, séance du 29 novembre 1947, p. 5256-5257.

13. *Ibid.*, p. 5258-5259.

14. Thème souvent repris par la suite. Ainsi, au Conseil de la République, Léon Mauvais fustige le 12 décembre 1947 « le ministre socialiste qui organise l'assassinat » et *L'Humanité* du lendemain dénonce dans le même registre le « ministre aux mains sanglantes ».

15. *JO débats*, séance du 29 novembre 1947, p. 5289.



ennemis de la classe ouvrière et du peuple, des « valets » des Américains, des suppôts de la trahison, héritiers et continuateurs du nazisme et de Vichy, prêts de nouveaux à vendre la France à l'Allemagne capitaliste et à l'Amérique des trusts cette fois. Dans le feu de l'action, et de l'agression verbale, pour s'adresser aux masses, le terrain de la Collaboration est le plus rentable et le plus facile : on est dans la propagande brutale, non dans la subtilité et l'analyse.

### LA CONSTRUCTION D'UN BOUC ÉMISSAIRE IDÉAL PAR LA PROPAGANDE DU PCF

Jules Moch devient la cible privilégiée des journalistes et caricaturistes communistes durant au moins quatre longues années, avec des moments forts, comme les grèves des mineurs de 1948, les élections ou sa tentative d'investiture en octobre 1949. Nous disposons de centaines d'articles le concernant ou le visant pour ne prendre que la presse nationale du PCF ou de ses « organisations de masse ». La propagande communiste fait de Jules Moch l'incarnation du mal absolu, une tête de Turc récurrente, mais les journaux, pour éviter des procès et des condamnations, s'autocensurent partiellement. Cependant, ils ont à leur disposition l'arme des dessins et caricatures de presse qui échappent généralement au procès et présentent un double intérêt. Cette forme d'expression simplifie le discours, l'amplifie parfois et cristallise des images types dans la mémoire et dans le regard. De plus, elle peut franchir des interdits et permet de révéler un message sous-jacent. Sur ce terrain, les communistes ont affaire à une large concurrence : Jules Moch, ministre de l'Intérieur puis de la Défense et homme politique de premier plan est, c'est bien normal, l'objet de milliers de caricatures venant de tous les horizons politiques<sup>16</sup>. Mais les organes communistes et ceux des organisations de masse apparentées se distinguent par leur violence<sup>17</sup>. Ici, nous présentons des dessins parus dans *L'Humanité*, *France Nouvelle*, qui s'adresse aux cadres du parti, *Action*, lié au Front national, *La Défense*, organe du Secours populaire français et *Regards*, mensuel de photos commentées et d'articles grand public. Notre propos n'est pas ici de quantifier le corpus des caricatures. Nous en avons sélectionné quelques-

---

16. Dont une grande part est consultable aujourd'hui dans ses archives personnelles, notamment 584/AP/96.

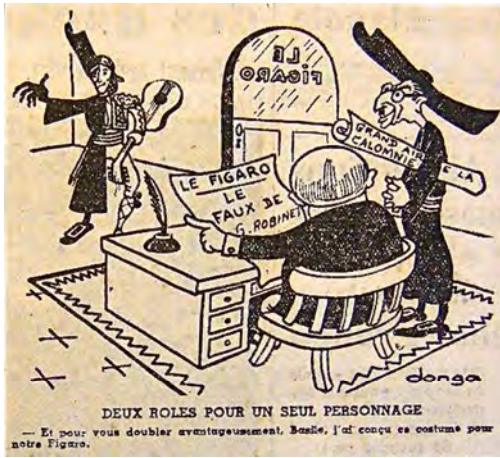
17. Éric Lafon, dans une étude à paraître, a décompté au moins 800 caricatures communistes le mettant en scène.

unes, jugées images idéal-typiques, pour montrer l'éventail des registres utilisés par le PCF afin de disqualifier un adversaire.

Notons, tout d'abord, que la première insulte et caricature visant Jules Moch concerne son nom – les communistes prononcent soigneusement « moche » dans les réunions publiques – et l'écrivent ainsi parfois<sup>18</sup>. Dans la masse des articles et images consacrés à Jules Moch, nous avons dégagé quelques grands thèmes. Classiquement pour les communistes évoquant les socialistes, Jules Moch incarne le traître ou plutôt le « social-traître ». L'accusation est reprise à foison dans la littérature communiste, mais surtout en arrière-fond de pratiquement toutes les attaques. Pour une fois, la caricature se fait plus subtile sur ce terrain. À l'automne 1948, après des révélations du *Figaro* contestées par les communistes, Jules Moch est accusé d'être l'inspirateur de ces attaques. On le voit à la Une de *L'Humanité* du 23 novembre 1948 (doc n° 1, *L'Humanité*, 23 novembre 1948) 1948 représenté – lui, le laïque de toujours – en père Joseph en habit ecclésiastique, portant sous son bras un rouleau intitulé « le grand air de la calomnie », siégeant derrière le président de la République de dos. Face à lui le directeur du *Figaro* figure en Yago. Dans un autre dessin (doc n° 2, *Action*, 25 novembre 1948), ce traître, avec l'inscription *Populaire*, du nom du journal de la SFIO, calomnie les communistes en dénonçant les fonds du Kominform et mérite d'ailleurs simplement la corde qui l'étrangle, avec l'inscription Wall Street.

---

18. *Le Travailleur du Languedoc* du 6 mars 1948, dénonce par exemple le « sous-préfet fasciste de Béziers et autres sbires de Moch le fusilleur », de « Jules Moch les mains rouges », achevant ainsi le portrait du fonctionnaire « tout comme son patron Jules Moche, il gesticule ».



Caricature de Jules Moch n° 1, *L'Humanité*, 23 novembre 1948.



Caricature de Jules Moch n° 2 *Action*, 1<sup>er</sup> décembre 1948.



Caricature de Jules Moch n° 3, *France Nouvelle*, 13 novembre 1948.

Il n'est pas toujours le personnage principal, mais il est toujours un social-traître, aux côtés ici de Léon Blum et Vincent Auriol, représenté ridicule et colérique dans son petit uniforme de CRS, tapant de ses chaussures à clous la voiture de la SFIO (reconnaissable aux trois flèches) avec tous ses pneus éclatés (doc n° 3, *France Nouvelle*, 13 novembre 1948). Ce dessin met en scène un scénario. Vincent Auriol, impuissant et en sueur, essaie désespérément de regonfler le véhicule socialiste, Léon Blum fait, lui, du stop. Car derrière, sur la route, attend une Jeep dans laquelle s'entassent Charles de Gaulle, un agent secret affublé d'une cagoule, un gangster reconnaissable à son chapeau mou, encadré de deux fascistes armés, portant bérets avec la francisque. De Gaulle, bras croisés, attend son heure. Ce dessin reste dans les limites de la caricature, il cherche à faire rire ou sourire. Le sentiment général que le lecteur retire de l'observation est celui du ridicule des socialistes en panne, impuissants. Certes, il n'y a rien de répréhensible à se faire prendre en stop par une voiture qui passe, mais monter dans « le wagon de la réaction » est une vieille accusation rétrograde depuis le retour de Lénine en Russie en 1917.

Jules Moch, « premier flic de France » est plus spécifiquement un « matraqueur » et un assassin d'ouvriers. Dans *L'Humanité* du 14 décembre 1947, le vétéran Marcel Cachin proclame : « Moch a du sang sur les mains ». Le lendemain le quotidien communiste récidive sur ce registre en opposant deux photographies montrant une double trahison : l'une du 12 février 1934, lorsque Jules Moch manifestait avec les travailleurs de Valence faisant croire qu'il était à leurs côtés, l'autre contemporaine, montrant sur place les impacts de balles à hauteur d'homme. Les caricatures communistes reprennent à foison l'image du « matraqueur », voire « le châtaigneur » (doc n° 4, *Action*, 13 novembre 1948). Raide et expressif comme un arbre, il ne paraît vivre que par des branches qui agitent une multitude de matraques allant dans tous les sens. Il est, plus souvent et pratiquement toujours, représenté – nous le voyons dans la série présentée –, en uniforme, de « flic », ici avec casquette et matraque s'en prenant aux « patriotes », ou mieux de CRS avec le casque caractéristique, voire en uniforme américain. Le matraqueur devient rapidement dans le langage communiste un assassin et plus encore un nazi. Le document n° 5 (*Regards*, 25 juin 1948) montre une image relativement classique, drôle et politiquement correcte en apparence – la signature d'Escaro explique la parenté avec le style du *Canard Enchaîné* – des policiers tapent sur les ouvriers cherchant à s'enfuir, sur fond d'usines. Mais la légende en dicte le sens : ils appartiennent à la « division Das Moch », allusion transparente à la division « Das Reich ». Lui-même semble prendre grand plaisir à taper l'ouvrier à casquette de Clermont-Ferrand (doc n° 6, *France Nouvelle*, 21 juin 1948), alors qu'un SS caché derrière la pancarte indiquant Oradour-sur-Glane grimace aussi de plaisir ou par sadisme.



Caricature de Jules Moch n° 4, *Action*, 13 novembre 1948.



Caricature de Jules Moch n° 5, *Regards*, 25 novembre 1948.



Caricature de Jules Moch n° 6, *France Nouvelle*, 21 juin 1948.

En 1948, Jules Moch se voit affublé d'un nouveau surnom, le « bourreau des bassins miniers »<sup>19</sup>. Remet-il des distinctions aux CRS à Montpellier, *L'Humanité* du 21 février 1949 traduit : « Tuez et vous serez récompensés ». La phrase mise entre guillemets ici fait songer à une citation et est suivie du renvoi aux années noires : « Au temps de l'Occupation, Vichy distribuait aussi des médailles aux bourreaux à ses ordres et à ceux des nazis »<sup>20</sup>.

La troisième accusation récurrente est celle d'être un agent américain. Dans le même article, après avoir rituellement égrené des noms de martyrs

19. *L'Humanité*, 14 novembre 1948.

20. *L'Humanité*, 21 février 1949.

des deux années écoulées, arrive le constat : « C'est dans l'ordre, dans l'ordre "américain" »<sup>21</sup>. Un mois plus tard, *L'Humanité*, jamais en panne de formules nouvelles, écrit qu'il « vend le sang des Français en dollars »<sup>22</sup>. Ce thème de « valet » des Américains répété à l'envi est aussi très présent dans la caricature. Par exemple, alors que l'on discute de la création d'unité de surveillance durant l'hiver 1947 on voit (doc n° 7, *L'Humanité*, 21 février 1949), un ridicule général américain à deux étoiles, Jules Moch, « s'en va-t-en guerre pour lutter contre la classe ouvrière », applaudi par l'Oncle Sam et le président du Conseil Robert Schuman. Par delà la parodie de la chanson et l'ordre du jour affiché sur le mur, on remarquera le chien urinant là où le ministre va mettre le pied. Un an plus tard, il est assimilé (doc n° 8, *France Nouvelle*, 18 décembre 1948) à un policier de film policier américain, en gabardine et chapeau. À son côté, un gangster à mitraillette encore fumante a abattu un homme tombé face sur le pavé qui « défendait la paix ». Ils sont devant une grosse limousine noire au pare-choc hérissé d'un énorme dollar, conduite par le président Truman fumant un cigare, les dents découvertes dans un rictus inhumain.

Quatrième accusation, moins grave en apparence, Jules Moch serait un menteur et un « faussaire »<sup>23</sup> dont les proches collaborateurs ne peuvent qu'être à son image. Roger Wybot, directeur de la DST, est qualifié « d'ancien cagoulard, collaborateur direct de l'escroc Passy et RPF notoire », dont les services seraient occupés à fabriquer les faux commandés par le ministre<sup>24</sup>. Cette accusation présente depuis 1947 devient centrale dès lors que Jules Moch dans un débat parlementaire a accusé le 18 octobre 1948 le parti communiste d'être financé par une puissance étrangère, laquelle subventionnerait aussi les grèves. De grandes affiches « Moch le menteur » couvrent alors les villes de France. Elles sont aussi reproduites en tracts, voisinant à Saint-Nazaire avec deux autres tracts « Les pétainistes contre les mineurs » et « De Thiers à Moch »<sup>25</sup>.

---

21. *L'Humanité*, 21 février 1949.

22. *L'Humanité*, 18 mars 1949.

23. Voir par exemple, « Le Faussaire de la Place Beauvau », *L'Humanité*, 20 octobre 1948.

24. *L'Humanité*, 20 octobre 1948. Dans un registre comparable, une pétition datée du 31 janvier 1949 qualifie le préfet Léonard, ou plutôt « Léonard-Chiappe », en référence au préfet de police de Paris renvoyé avant le 6 février 1934, « d'exécuteur des basses-œuvres » de Jules Moch, AN 20050137/20/4711.

25. AN 20050137/20/4711, note du 15 novembre 1948.



Caricature de Jules Moch n° 7, *L'Humanité*, 21 février 1949.



Caricature de Jules Moch n° 8, *France Nouvelle*, 18 décembre 1948.



Menteur, dans le doc n° 7, (doc 9, *France Nouvelle*, 27 novembre 1948), il répand des faux au service du gouvernement français, ici incarné par le président Queuille, entouré de vautours. En réalité, tous deux sont avant tout et encore des agents des États-Unis, omniprésents par la symbolique : drapeau et chapeau de l'oncle Sam étoilés, multiples dollars figurant sur le blason du président du Conseil, ses chausses et sur l'harnachement du cheval. L'intérêt de cette image réside dans la représentation animalière de Jules Moch, « Fau...con », puisque le pseudo chevalier Queuille est lui un « Fau...connier ». Ce menteur est présenté régulièrement comme « insulteur », des militants et, comme le PCF ramène tout à la période de l'Occupation, un insulteur de la Résistance<sup>26</sup>. Ainsi en février 1949, la presse communiste l'accuse de diviser la Résistance en faisant la distinction entre les FTP et les autres opposants au nazisme et à Vichy. L'article de *L'Humanité* conclut : « L'homme qui a sur les mains le sang du peuple de France, le sang des patriotes, n'a évidemment pas de qualité pour parler de ce qu'il ignore »<sup>27</sup>. Après avoir dénié la qualité de Résistant – puisqu'il ne peut parler de ce qu'il ignore – à un homme enfermé par Vichy, puis fondateur d'un réseau qui a été traqué par les nazis, la presse communiste dénie à l'ancien combattant des deux guerres, au commandant de navires de combat à Narvik en 1940 puis en Méditerranée en 1943-1944, la qualité de combattant. Lorsque Jules Moch obtient la cravate de commandeur de la Légion d'honneur « à titre militaire », *L'Humanité* s'insurge ainsi :

« À TITRE MILITAIRE.

– Sans blague ?

– Non ce n'est pas une blague. Le ministre de la matraque, "général" des CRS, l'homme de la répression anti-ouvrière la plus odieuse, vient d'obtenir une cravate rouge [...] »<sup>28</sup>.

Plus insidieux *Libération*, quotidien contrôlé par le PCF, lui impute la volonté de combattre « ces odieux maquis où l'un de ses fils – M. Moch se plaît à le rappeler bien souvent – est tombé héroïquement aux côtés de ses camarades communistes »<sup>29</sup>. Le Journal communiste, *La République de Lyon*, évoquant une manifestation des déportés à Paris en février 1951 va jusqu'à publier une photographie de la plaque commémorative apposée à proximité du lieu où a été abattu son fils, conclut ainsi l'article : « Les passants se souviennent... Mais M. Jules Moch... »<sup>30</sup>. Jules Moch, agent

---

26. *Ibid.*

27. *L'Humanité*, 5 février 1949.

28. *L'Humanité*, 8 juillet 1950.

29. *Libération*, 26 novembre 1950.

30. *La République de Lyon*, 14 février 1951.

des Américains et du capitalisme, serait en réalité un digne héritier du nazisme et de Vichy. Après des incidents, le 11 novembre 1948, des montages photographiques repris dans plusieurs journaux le campent au côté du général Von Stulpnagel qui avait réprimé les étudiants le 11 novembre 1940 à Paris<sup>31</sup> (doc n° 10, *France d'Abord*, 16 novembre 1948). « Jules Moch à l'école de Goebbels », titre encore *L'Humanité* un an plus tard qui en fait le digne émule de Philippe Henriot et un disciple du maître de la propagande nazie<sup>32</sup>. Il serait digne des pires collaborateurs et même de Darnand. Lorsque, en 1950, il envisage de créer des unités territoriales à côté de la police et de la gendarmerie, *La Voix du Peuple* publiée dans le Rhône, présente un photomontage de grande taille figurant Jules Moch avec en arrière-plan le chef de la Milice<sup>33</sup>. *Libération*, de son côté, écrit :

« Tout comme Darnand le faisait pour ses miliciens, M. Jules Moch entend choisir individuellement ses hommes.  
Il veut être sûr de ses prétoriens.  
C'est en fait l'appareil hitlérien que M. Jules Moch entend mettre en place.  
M. Marcel Déat n'aurait pas trouvé mieux ».

L'article conclut après avoir fait le rapprochement avec une publication pro-américaine : « Pourquoi faut-il hélas ! que le socialisme national d'un Renaudel soit devenu avec un Jules Moch le national-socialisme »<sup>34</sup>.

Mais l'assimilation n'est pas suffisante. Moch serait le continuateur du nazisme. En mai 1951, des « patriotes parisiens » recouvrent des affiches de Paix et Liberté d'une affichette portant le faux dialogue suivant :

« M. Jules Moch, pourquoi avez-vous fait cette affiche ? Parce que je prépare la revanche d'Hitler »<sup>35</sup>.

---

31. Voir par exemple *France d'abord*, organe des anciens FTP, 16 novembre 1948.

32. *L'Humanité*, 14 novembre 1948.

33. Article du 5 octobre 1950

34. *Libération*, 1<sup>er</sup> août 1950, « M. Jules Moch veut sa Milice ».

35. *L'Humanité*, 30 mai 1951.



Jules Moch, au grand désespoir des préfets et de ses collaborateurs, refuse de poursuivre la presse pour diffamation, même pour les critiques les plus excessives qui lui sont faites<sup>36</sup>. Il fait toutefois exception devant de telles accusations. Lui qui a eu un fils résistant tué par les nazis – ce qui a brisé son épouse –, ne peut accepter d’être qualifié de nazi ou de complice des anciens nazis. *Ce Soir*, qui avait rapporté cet épisode et repris l’accusation selon laquelle Jules Moch préparait la revanche d’Hitler, se voit condamné, dans les personnes d’Aragon et de Pierre Daix, à 70 000 francs d’amende par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle. Selon le quotidien communiste, c’est une « nouvelle manifestation de la politique gouvernementale d’étranglement des journaux de la vérité »<sup>37</sup>.

La caricature révèle un implicite non exprimé dans les articles : l’antisémitisme. Dans l’image du « Fau...connier » déjà évoquée, apparaissent deux traits caractéristiques de la propagande antisémite : l’animalisation et la représentation du nez crochu. Ils n’ont rien d’exceptionnel. L’hebdomadaire *Action* représente ainsi Jules Moch avec une tenue ministérielle, si ce n’est son casque de CRS, entrant dans le parlement affublé d’un masque à gaz qui n’est que la prolongation de son long nez (doc n° 11, *Action*, 24 juin 1948). Les huissiers disant « alerte aux gaz ! »<sup>38</sup>. Une autre caricature (doc n° 12, *Action*, 25 novembre 1948) du journal *Action* l’animalise : proche du singe dans sa posture, il n’appartient pas à la race humaine, et son ombre le trahit d’ailleurs. Elle est celle de la mort, sous forme du squelette d’un grand singe. Inscrits au fronton de ce dessin, les noms de Firminy et d’Alès, villes où les affrontements entre grévistes et forces de l’ordre ont fait des victimes, sont là pour confirmer le fait que Moch incarne bien la mort. *L’Humanité* elle-même utilise un classique de l’antisémitisme avec le rapprochement du Juif et de l’argent, ici le dollar américain bien sûr (doc n° 13, *L’Humanité*, 9 décembre 1948) en ces temps de Guerre froide. L’amalgame est double ici.

La caricature publiée par *France Nouvelle* le 19 novembre 1948 (doc n° 14, *France Nouvelle* le 19 novembre 1948) est remarquable par le niveau d’amalgame atteint. Sous l’ordre du président Truman au vêtement étoilé et aux dents proéminentes, doigt impératif brandi devant lui, le Juif Jules Moch – torve au nez crochu et à la tête ceinte d’un dollar – touille une grande marmite dans laquelle flottent et débordent sur les parois des

36. Voir notamment la correspondance avec la Chancellerie et avec les préfets dans les dossiers du ministère de l’Intérieur aux Archives nationales, AN F7-15648.

37. AN 20050137/20/4711, article non daté (mars 1952).

38. Allusion au fait que dans la Loire un colonel a jeté une grenade lacrymogène dans un local où étaient emprisonnés des mineurs. Pour *Le Patriote* du 22 novembre 1948, le journal local du PCF, ils auraient donc été enfermés 24 h dans une « chambre à gaz », sans nourriture.

svastikas, des francisques et des insignes de la Milice. Devant la marmite figurent les effigies de « Laval 1943 » et de l'homme qui aux yeux de la gauche a incarné la droite la plus réactionnaire des années trente, André Tardieu. Cette image pratique sous la forme d'un savant amalgame aux relents antisémites, une synthèse d'au moins trois éléments. Juif, Jules Moch est agent américain, de la droite et de la pire réaction, héritier et continuateur du nazisme et – on le suppose par le contenu – futur empoisonneur du peuple<sup>39</sup>.

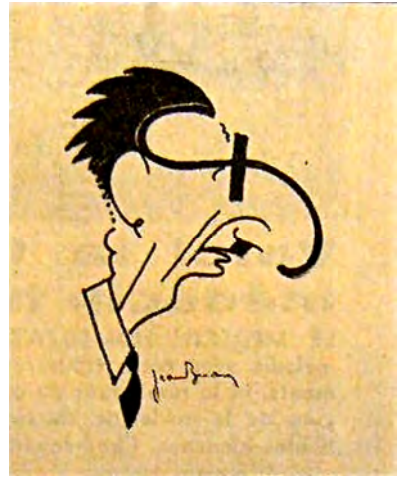


Caricature de Jules Moch 11, *Action*, 24 juin 1948.

39. Elle est due, comme la caricature n° 7, au futur écrivain et scénariste Jean-Pierre Chabrol, alors dessinateur de *L'Humanité*, avant d'en devenir chef de la rédaction.



Caricature de Jules Moch n° 12, *Action*, 25 novembre 1948.



Caricature de Jules Moch n° 13, *L'Humanité*, 9 décembre 1948.



Caricature de Jules Moch n° 14, *France Nouvelle*, 19 novembre 1948.

## JULES MOCH VU « DU BAS »

Cette offensive permanente contre le ministre de l'Intérieur est clairement dirigée et coordonnée par l'appareil national du PCF. Elle s'insinue dans la société française de deux façons. Tout d'abord, par les réseaux communistes. Nous avons utilisé ici des caricatures issues de la presse communiste nationale, *L'Humanité*, *Ce Soir* et *France Nouvelle*, mais aussi de périodiques des « organisations de masse », intervenant dans les milieux intellectuels, d'anciens combattants, et au premier rang les anciens FTP qui possèdent une presse contrôlée par le parti : *Action*, *Libération*, *France d'abord*, etc. Ensuite, en quittant le plan national pour passer au plan local, la violente propagande visant Moch est aussi présente. Trouve-t-on les mêmes thématiques ou y a-t-il des déclinaisons différentes dans la forme ou sur le fond ? Sans être exhaustives, les revues de presse faites pour le ministre ou pour les archives des services policiers fournissent une série d'indications à ce sujet.

Tout d'abord, des campagnes nationales visant Jules Moch sont relayées au plan local de façon relativement uniforme à des moments clés. Ainsi à l'automne 1948, après les accusations du ministre de l'Intérieur sur l'argent étranger qui financerait le parti et l'agitation sociale, apparaissent pratiquement partout en France des grandes affiches qualifiant Jules Moch de menteur et de faussaire. La tentative de formation d'un gouvernement Moch en octobre 1949 déclenche également une vague de protestations communistes parfaitement organisées, relayées par la CGT. Des appels à la grève sont lancés pour exorciser le danger d'un « gouvernement policier ». Avec un succès relatif. Des rapports départementaux des RG semblent l'indiquer. Les actions locales qui visent le ministre de l'Intérieur reprennent souvent simplement des thèmes nationaux. Dans la Loire, on peut lire en 1949 de nombreuses inscriptions murales, mais aucune d'originales. Les plus répétées sont :

« À bas Moch  
 À bas Moch le chef des policiers  
 À bas Moch le matraqueur  
 Moch l'assassin  
 Moch à la porte  
 Moch a du sang ouvrier sur les mains  
 Moch nous a empêchés d'honorer nos morts  
 Pas de gouvernement policier  
 Pour un gouvernement policier  
 Pour un gouvernement démocratique  
 Union contre Moch  
 Unissez-vous contre Moch le fusilleur des travailleurs ».

Le blanc des RG qui les recense, observe qu'aux anciennes insultes, toujours de mise, s'ajoutent des nuances d'antisémitisme dans les attaques verbales et dans les articles du *Patriote de Saint-Étienne*. Jules Moch se voit ainsi dénommer « Jules, Salvador Moch », avec l'abréviation par ce quotidien en JSM<sup>40</sup>. En fait, cette pratique semble nationale. De même à Saint-Quentin, lorsque la cellule communiste locale fait apposer des affiches « Jules Moch pas vous » sur les murs de la ville. Dans la litanie classique, on ne relève pas de formules originales, si ce n'est celles d'actualité alors :

« Jules Moch est le ministre qui fit matraquer les prisonniers de guerre et assassiner les mineurs  
Jules Moch est le ministre qui envoie les chiens policiers contre les grévistes ».

À l'opposé, on trouve au plan local traces de campagnes spécifiques utilisant la diabolisation de Jules Moch comme facteur de mobilisation. À l'occasion de la venue du ministre à Angers, le 23 décembre 1950, l'hebdomadaire communiste local, *Le Ralliement* fait écho à des inquiétudes gagnant selon lui les Angevins. Deux rumeurs sont lancées : « Veut-on dans notre département, installer des camps d'internement pour les Allemands ou prépare-t-on le passage de trains de matériel de guerre américain pour l'Allemagne ? » dans le cadre de la mise en place d'un « dispositif de déclenchement de la guerre contre l'Union soviétique et les démocraties populaires ». La venue de Jules Moch serait tout simplement un pas de plus sur le chemin qui mène à la guerre. La venue à Saumur le mois suivant de « l'homme de confiance du gouvernement américain » est l'occasion d'une autre campagne du *Ralliement*. Le « ministre du réarmement allemand » viendrait, selon le titre du journal du 28 janvier, tenir une « conférence secrète » avec l'état-major de l'école militaire, toujours pour préparer la guerre. La représentation de Jules Moch dans la presse communiste locale ne semble donc pas différer radicalement de celle de la presse nationale. Tout au plus, relève-t-on de petites variantes, tenant souvent de la surenchère. Lors du vote de l'Assemblée sur le cas Jules Moch, où ceux qui le soutenaient étaient moins nombreux que ceux qui ont voté son envoi devant la Haute Cour, mais n'ont pas obtenu la majorité requise, *La Voix du Peuple*, hebdomadaire de la fédération de Paris s'illustre en reprenant un article de *L'Humanité*, « Quelque chose de pourri », mais en mettant ce titre sur deux lignes en rouge, encadrant la photographie de Jules Moch.

---

40. AN 20050137/20/4711, note du 23 octobre 1949.



Et, bien sûr, la venue en régions de Jules Moch est l'occasion de manifestations et de grèves. Dans le Puy-de-Dôme ont lieu des débrayages à l'appel de la CGT, avec une heure chez Michelin pour 20 % de l'effectif. D'autres actions ont lieu dans des entreprises, la mine de Brassac, avec sa centaine de salariés, étant la seule à totalement débrayer, et ce pendant une journée. Dans le secteur public, la manufacture de tabac de Riom est seule à être vraiment touchée. L'Union départementale CGT avait diffusé un tract dénonçant « l'homme qui, au mépris de toute humanité, n'a pas hésité à faire occuper les abords immédiats de la maternité et des pavillons d'enfants de l'hôtel-Dieu de Clermont, lors de l'héroïque grève de la faim menée par les mineurs en janvier dernier ». Une délégation se rend à la préfecture « afin de contribuer à l'échec d'un gouvernement policier »<sup>41</sup>. En Moselle, les manifestations de mineurs contre l'investiture n'ont guère de succès dans la région de Forbach avec, tout au plus, une prise de parole de dix minutes au puits Reumaux.

À l'apogée de la Guerre froide, Jules Moch dans les discours, la presse et la caricature communiste constitue une cible constante. « Social-traitre », figure du policier et de la répression, Jules Moch matraqueur et assassin, incarne dans les représentations communistes toutes les figures des ennemis de classe. Alliant le sabre et le goupillon (militaire, curé, flic), il est le Juif lié à l'argent, et pourtant continuateur du nazisme, l'agent de la droite et du capitalisme américain. Il s'assimile aussi par les figures animalières à l'absence d'humanité et à la mort. Nul en ces années n'a cumulé autant d'éléments répulsifs, suscité ouvertement autant de haine. Dépasant largement la critique politique classique, les procédés employés pour l'atteindre et en faire un bouc émissaire relèvent des méthodes typiques du léninisme contre les adversaires sociaux-démocrates et du stalinisme des grandes heures. Ils en utilisent tous les moyens, citations tronquées, montages photographiques, amalgames réducteurs, insinuations, calomnies pures et simples. Tous relèvent d'une volonté de destruction symbolique et plus si possible de l'adversaire. Quelques années après la Seconde Guerre mondiale, ces attaques ont même emprunté dans les caricatures le vieux langage de l'antisémitisme, dont Michel Dreyfus nous rappelait justement qu'il avait aussi sévi à gauche<sup>42</sup>. S'il y a eu quelques déclinaisons locales de ces thématiques, si le succès de cette propagande est très inégal, ces discours et ces représentations ont bien été partagés « en bas ». De ce point de vue, sous réserve d'inventaire exhaustif, la seule chose remarquable nous semble avoir été la plus grande intensité sur certains territoires,

---

41. *Ibid.*

42. Dreyfus Michel, *L'Antisémitisme à gauche*, Paris, La Découverte, 2009.

comme son département, l'Hérault, mais aussi la Loire et le Nord, bastions communistes et lieux majeurs d'affrontements. Par-delà la Guerre froide, cette histoire et ces pratiques ont laissé des traces. Ainsi, le slogan « CRS-SS » de Mai 1968 ne se réduit pas, comme cela est souvent écrit, à la volonté d'une génération qui n'a pas connu la guerre et a vécu dans le mythe de la Résistance, de jouer à une nouvelle Résistance fantasmée. Le thème court durant les premières années de la Guerre froide, alors que les communistes ramènent tout à l'Occupation et font de tous leurs adversaires – dont les CRS – des nazis.

L'adage « calomniez, calomniez... il en restera toujours quelque chose » se vérifie une nouvelle fois : grâce à leurs excès même, les communistes ont gagné sur ce plan la bataille mémorielle, en réussissant à déconsidérer totalement Jules Moch et ceux qui se sont opposés à eux. Il reste, dans la mémoire collective et plus particulièrement dans celle de la gauche, le matraqueur, celui qui a combattu les valeureux mineurs, envoyant des forces de répression impitoyables, utilisant les chars contre les ouvriers, le briseur de grève, le traître à sa classe ou plutôt l'incarnation du social-traître qui se prétend défenseur des humbles, mais fait le travail de ses pires ennemis. Du pouvoir de la caricature.